Chambre des Représentants.

SESSION DE 4874-4872.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON Nº 4.

1. - Prompts rapports.

M. VANDER DONCKT, rapporteur.

Nu méros Numéros du du registre des feu illeton, pétitions,

1. 2080. Par pétition datée de Baelegem, le 7 juillet 1871,

Les membres du conseil communal et d'autres habitants de Baelegem réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une halte sur le chemin de fer de Gand à Braine-le-Comte, dans l'agglomeré de Baelegem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

2. 3073. Par pétition datée d'Autryve, le 13 novembre 1871,

Des habitants d'Autryve demandent que l'ancienne partie de l'Escaut qui baigne cette commune et qui est désignée sous la dénomination de Vieil-Escaut, soit rendue navigable. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

3. 2064. Par pétition datée de Bastogne, le, 8 juillet 1871,

Le sieur Bailly prie la Chambre de reviser le tarif des actes des huissiers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros Numéros du registre des feuilleton. pétitions.

4. 2096. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 juillet 1871,

Le sieur Guiot demande qu'avant la fin de la session, la Chambre modifie le décret de 1807 concernant le tarif des actes des huissiers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

5. 3062. Par pétition sans date,

Des habitants des rives gauche et droite de l'Escaut demandent une modification à l'arrêté royal du 18 mai 1845, pour que le bateau de passage du Gouvernement effectue ses traversées jusqu'à sept heures un quart. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

6. 3042. Par pétition datée de Beaumont, le 24 août 1871,

Les membres du conseil communal de Beaumont demandent une loi consacrant le principe d'une indemnité pour les servitudes douanières; te rétablissement des foires et marchés de cette ville; la suppression des barrières douanières et fiscales et, en attendant, le renouvellement du traité de commerce conclu avec la France, le 1^{er} mai 1861. — Concl. — Dépôt sur le burcau pendant la discussion du rapport sur les servitudes douanières et renvoi à MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur.

7. 3058. Par pétition sans date,

Des habitants d'Anlier demandent que la route d'Arlon à Ostende soit reliée au chemin de fer au point de jonction de la ligne du Luxembourg avec celle de Virton, par une route partant d'Anlier pour se terminer à Marbehan.

— Conel. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

8. 2032. Par pétition datée de Tongres, le 2 juillet 1871,

Le sieur Pol demande que des généalogistes soient attachés aux justices de paix, pour les affaires de succession. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

9. 4055. Par pétition datée d'Oostacker, le 29 novembre 1874,

Des habitants d'Oostacker prient la Chambre de rejeter
tout système de réorganisation militaire qui prendrait
pour point de départ le service obligatoire personnel. —
Concl. — Dépôt au bureau des renseignements

(3) [N° 65.]

Numéros Numéros du registre des feuilleton. pétitions.

10. 5037.

Par pétition datée de Verviers, le 20 octobre 1871,

Des négociants et industriels de l'arrondissement de Verviers, se plaignant de l'irrégularité dans les transports des marchandises sur le chemin de fer et de la marche irrégulière des trains de voyageurs, demandent qu'il soit pris des mesures pour modifier cette situation. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

11. - Rapports ordinaires.

M. BOUVIER-EVENEPOEL, rapporteur.

11. 20690. Par pétition datée de Quaregnon, le 4 mars 1870,

La veuve Pipart demande que son fils Jean-Baptiste-Florent, soldat au 5° régiment de ligne, soit libéré du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.

12. 20682. Par pétition datée de mars 1870,

Le sieur Minimi demande une pension pour les anciens militaires qui ont été blessés. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.

13. 20650. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 24 février 1870,

Le sieur Ledoux demande la révision de l'art. 52 de la Constitution. — Concl. — Ordre du jour.

14. 20745. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 mars 1870,

Des femmes de compagnie du régiment des carabiniers réclament contre la réduction du prix de leur salaire qu'on veut leur faire subir à partir du 1^{er} avril. — Concl. — Ordre du jour.

15. 20736. Par pétition datée d'Anvers, le 21 mars 1870,

Le sieur Mollings demande que les officiers d'infanterie ne soient plus admis à l'examen pour l'intendance ou du moins qu'à leur admission dans l'intendance ils soient classés à la fin des officiers de leur grade. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

16. 20725. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 mars 1870,

Le sieur Vanhoeke, ancien sous-officier, ancien gendarme et ancien garde forestier, demande la décoration de l'ordre de Léopold. — Concl. — Ordre du jour. Numéros du registre des feuilleton, pétitions.

47. 20694. Par pétition datée d'Anvers, le 10 mars 1870,

Le sieur Bodts, admis le 1e avril 1868 au 1e régiment de ligne en qualité de substituant, réclame l'intervention de la Chambre pour que le Département de la Guerre statue sur la demande d'annulation de cette substitution, qui a été faite par le commandant du dépôt de ce régiment. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

18. 20724. Par pétition datée de Goyck, en mars 1870,

Des habitants de Goyck demandent qu'il soit pris des mesures pour obliger les concessionnaires actuels du réseau des chemins de fer secondaires du Brabant à exécuter dans le plus bref délai, la première section de ce réseau.

— Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

19. 20695. Par pétition datée de Liége, le 9 mars 1870,

Le sieur Lelarge se plaint de l'insussisance de la somme allouée par mois aux détenus pour dettes. — Conel. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

20. 20746. Par pétition datée de Saint-Jean-Geest, le 18 mars 1870, 20755. L'administration communale de Saint-Jean-Geest prie la Chambre d'accorder à la compagnie Rossart, la concession d'un chemin de fer de Hal à Maestricht par Jodoigne et Wayre.

Même demande de l'administration communale de Marilles-Nodrenge, de Bomal et d'Enines. — Conel. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.